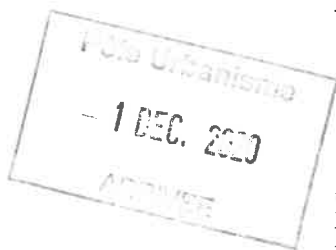




Services administratifs

Le Mesnil Amelot, le 20 novembre 2020



Monsieur Amaury de Saint-Quentin
Préfet du Val d'Oise

Hôtel de Préfecture
5 avenue Bernard Hirsch

95 000 Cergy



Objet : Avis de la commune du Mesnil-Amelot au projet Roissy-Picardie

Monsieur le Préfet,

Nous avons reçu le 23 septembre 2020 le dossier d'enquête préalable à la DUP du projet de liaison ferroviaire Roissy Picardie. En application de l'article L122-1 R122-7 du Code de l'Environnement, nous disposons de deux mois pour émettre un avis qui sera communiqué au Ministre avant qu'il ne décide l'ouverture d'une enquête préalable pour Déclaration d'Utilité Publique. Après étude voici la contribution de la commune du Mesnil-Amelot.

Ce projet vise à la création d'une section de ligne nouvelle à double voie de 6,5 km circulaire à 160 km/h entre la ligne à grande vitesse d'interconnexion au nord de l'aéroport Paris-CDG et le raccordement à la ligne classique Paris-Creil-Amiens à hauteur de Marly-la-Ville. Divers aménagements et ouvrages annexes doivent également être créés pour permettre ce raccordement (création d'un doublet de voie sur la ligne Paris-Creil, remblai ou déblai de la ligne, aménagement des gares concernées, etc.)

La vocation essentielle de cet aménagement est d'offrir un nouvel accès à la plate-forme de Roissy aux habitants du Val d'Oise, de l'Oise et de la Somme sur l'axe Amiens/Roissy. Cela contribuera à l'accessibilité de l'aéroport mais cette ligne sera également un nouvel accès à l'ensemble du réseau de transports en commun francilien. Selon les prévisions, 43 % des voyageurs de Roissy-Picardie transiteront par la plate-forme pour ensuite emprunter le métro du Grand Paris Express (30 %), le RER B (11 %) ou le bus (2%). Les flux en direction de la gare du Nord devraient ainsi diminuer de 6 % à l'horizon 2028 pour se reporter vers la gare CDG TGV.

Le projet nécessitera une emprise foncière de 70 ha (36,5 ha de terres agricoles, 7,5 ha d'espaces boisés et 22 ha d'espaces artificialisés) sur 8 communes appartenant à la CA Roissy Pays de France. Le Mesnil-Amelot fait partie de cet EPCI et est voisine des communes concernées mais son territoire n'est pas impacté directement par ce projet. Nous nous interrogeons sur la pertinence d'une telle consommation d'espaces à l'heure où la préservation des espaces naturels et agricoles est au cœur des politiques d'aménagement du territoire.

Sur un plan environnemental, le projet se présente comme ayant des « enjeux modérés sur le paysage et les milieux naturels grâce à des ouvrages adaptés ». Un doute nous apparaît quant à

cette affirmation de part la quantité d'artificialisation des sols, les conséquences pour les 10 exploitations agricoles impactées, les besoins du chantier en matière d'eau potable, la gestion des eaux pluviales et les ruissellements induits, le paysage (plusieurs remblais dont un de 20 ha, 1,1 M de mètres cubes de matériaux à déplacer), la biodiversité (continuités écologiques inscrites au SRCE et passages de faune, nuisances sonores (impact à mesurer et à modéliser par des cartes pour faire apparaître clairement le seuil réglementaire en matière de décibel).

Le cout est estimé à 356 M€ HT aux conditions de janvier 2017. Là aussi, plusieurs grands projets d'aménagement jugés essentiels, à commencer par le Grand Paris Express, ont été revu pour réaliser des économies. Dès lors, Roissy Picardie a t'il une importance à la hauteur des sommes nécessaires au regard des autres projets déjà engagés ? Une interrogation demeure sur la pertinence socio-économique du projet en tenant compte des coûts et avantages globaux.


Sur la forme de la procédure, le calendrier prévoit une enquête publique au début de l'année 2021, ce qui ce qui au vu du calendrier électoral et de la crise du Covid ne nous apparaît pas pertinent. De plus il aurait été préférable que le dossier d'autorité environnementale soit joint au dossier d'enquête publique. Sur un plan formel, la longueur du document (1 000 pages et 100 pages pour le résumé technique) et son caractère très technique rendront difficile sa compréhension par le public lors de l'enquête publique. Un effort doit être apporté sur la vulgarisation et la communication au grand public du document pour sa bonne lisibilité.

Sur le fond, le projet Roissy-Picardie est un nouvel aménagement qui ne doit pas se faire au détriment de ceux existant, à commencer par le RER D. Aujourd'hui, 615 000 voyageurs quotidiens de cette ligne subissent un trafic perturbé et méritent une amélioration de leurs conditions de leurs conditions de transport, et ce à court terme.

L'impact de la fréquentation sur la gare de Surveilliers-Fosses est estimé à 5 060 passagers supplémentaires et 1,2 millions par an., soit une augmentation de 55 %. La pression sur les parkings-relais va donc être fortement accrue. La SNCF réseau indique que l'aménagement des parkings relève de la compétence des acteurs du territoire. Nous contestons ce point car l'impact sur le stationnement et la nécessaire création de pôles d'échange multimodaux du fait de la création d'une nouvelle voie seront bien des impacts du projet et devraient être compensés par le maître d'ouvrage. Une étude sur l'utilisation actuelle et future des parkings-relais devra être étudiée plus en détail.

Voici nos observations après étude du dossier du projet Roissy-Picardie.

Je vous souhaite bonne réception de la présente, vous prie de croire, **Monsieur le Préfet**, à l'assurance de nos dévoués et cordiaux sentiments.

 **Alain AUBRY,**
Maire du Mesnil-Amelot